

18 janvier 2022

Afghanistan : La situation des anciens membres des forces de sécurité

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Une gouvernance talibane manquant de lisibilité et d'uniformité	3
2. Déclarations d'intention et mesures prises par les dirigeants talibans.....	3
3. Cas connus d'exactions et de violations des droits humains	4
Bibliographie	7

Résumé : En dépit d'annonces officielles de la part du porte-parole du nouveau gouvernement afghan faisant état d'une amnistie générale pour les anciens membres des forces de sécurité, de nombreux témoignages relatant de menaces et d'exactions à l'encontre d'anciens militaires, policiers, membres des services de renseignements ou auxiliaires des armées étrangères ont émergé rapidement. S'il ne peut être établi que les anciens membres des forces de sécurité soient ciblés systématiquement, ceux ayant occupé des postes clés le sont particulièrement et beaucoup de subalternes craignent pour leur sécurité. En outre, des membres des familles ont également été prises pour cibles en représailles.

Abstract : Despite an official announcement of a general amnesty for former members of the security forces from the spokesperson for the new Afghan government, numerous testimonies emerged rapidly, relating threats and abuses against former members of the security forces, soldiers, policemen and women as well as members of the intelligence services or auxiliaries of foreign armies. While it cannot be established that former members of the security forces are being targeted systematically, those who have held key positions are particularly threatened and many fear for their safety. In addition, some family members have also been targeted in retaliation.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Une gouvernance talibane manquant de lisibilité et d'uniformité

En novembre 2021, un spécialiste des droits de l'homme interrogé par le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a rappelé le **caractère « contextuel » de l'attitude des talibans**, celle-ci variant selon les provinces et les dynamiques locales. **Les politiques adoptées à Kaboul ne sont donc pas uniformément appliquées à travers le pays**¹. Par conséquent, selon l'expert Ibraheem Bahiss (*International Crisis Group*, ICG), les talibans donnent l'impression d'endosser des positions contradictoires ou décalées, ce qui empêche de tirer des conclusions générales sur leur ligne².

S'il ne faut pas exagérer les tensions qui opposent différentes factions au sein de l'appareil taliban, son action demeure entravée par son souci de réunir un consensus large pour toute prise de décision importante. Du reste, le mouvement n'a pas tranché certains des dilemmes fondamentaux qui se présentent à lui – par exemple, la détention du pouvoir réel, entre l'autorité centrale absolue accordée théoriquement à son chef suprême, et les commandants locaux qui bénéficiaient d'un haut niveau d'autonomie pendant l'insurrection³.

Le contrôle exercé par la direction talibane sur l'ensemble de ses troupes – et donc sa capacité à leur imposer des mesures d'amnistie – est par ailleurs sujet à caution⁴. Il se peut donc que certaines exactions à l'encontre de catégories particulières de la population relèvent de règlements de comptes privés plutôt que d'une politique systématique⁵.

À ce stade, la plupart des annonces talibanes consistent en des formules ambiguës et mal définies (l'expression « dans le respect des coutumes et traditions afghanes » est ainsi fréquemment employée)⁶.

Quatre mois après leur retour au pouvoir, les talibans gouvernent donc l'Afghanistan d'une manière difficile à appréhender, oscillant « entre explosions de violence et manifestations étonnantes de clémence »⁷, ainsi résumée par un journaliste, début décembre : « **La loi talibane ne repose pas sur des lois, que sur des exceptions. Cette confusion transparaît dans les déclarations officielles des talibans, différentes personnalités affirmant différentes choses. Et aucune confiance ne leur est accordée. Tout cela a contribué à une impression d'indécision, de navigation à vue et de déni.** (...) On ne peut broser un tableau monolithique du pays⁸. » Un journaliste afghan a fait écho à ces propos : « Il y a de nombreuses "lignes rouges" mais on ne sait jamais quand on les franchit. Cela ne vaut pas seulement pour les journalistes mais pour l'ensemble des citoyens afghans⁹. »

2. Déclarations d'intention et mesures prises par les dirigeants talibans

Le 17 août 2021, lors de la première conférence de presse donnée par **le porte-parole des talibans, Zabihullah Moudjahid, ce dernier a déclaré et répété que ceux-ci ne « chercheraient pas à se venger de quiconque, nous n'avons de rancune envers personne [...] Nous avons pardonné à quiconque, à tous ceux qui s'étaient battus contre nous. Nous ne voulons plus répéter aucun conflit. Nous voulons éliminer les facteurs de conflit [...] »**. Lors de sessions de questions-réponses, il a tenu des déclarations similaires citant explicitement les militaires : « **Je tiens à assurer à tous les compatriotes, qu'ils soient traducteurs, qu'ils aient des activités militaires ou qu'ils soient civils, tous ont été importants. Personne ne sera traité avec vengeance.** Nous tenons à vous assurer que personne ne frappera à leur porte pour les inspecter, leur demander ou les interroger pour savoir pour qui ils travaillaient ou interprètent. Je tiens donc à vous assurer qu'aucun mal ne sera [fait]. Ils seront

¹ EASO, 01/2022, [url](#), p. 23

² Twitter, Compte : Ibraheem Bahiss, 13/01/2022, [url](#)

³ WATKINS A., 11/2021, [url](#)

⁴ The New York Times, 03/09/2021, [url](#)

⁵ The New York Times, 23/08/2021, [url](#)

⁶ The Financial Times, 25/08/2021, [url](#)

⁷ WATKINS A., 11/2021, [url](#)

⁸ NORTH A., 13/12/2021, [url](#)

⁹ Ces propos ont été tenus lors d'une réunion internationale tenue sous les règles dites de « Chatham House », qui impliquent de ne pas citer leur auteur/auteure

en sécurité [...] Je voudrais vous assurer que dans vos maisons, personne ne vous fera de mal, personne ne frappera à votre porte, personne ne sera interrogé ou poursuivi [...] Ceux qui ont frappé à la porte des gens pour inspecter leurs maisons, ce sont des agresseurs et ils seront pourchassés et feront l'objet d'enquêtes. **Des milliers de soldats qui nous ont combattus pendant 20 ans, après l'occupation, tous ont été graciés.** Ceux dont les familles attendent à l'aéroport, s'ils rentrent chez eux, personne ne leur fera rien ; ils seront en sécurité. Personne ne va les inspecter là-bas, nous leur faisons confiance¹⁰. » Zabihullah Moudjahid a également déclaré au sujet des pilotes de l'armée afghane réfugiés au Tadjikistan sommés de retourner en Afghanistan pour « servir leur pays » : « nous avons offert une amnistie à tous ceux qui étaient contre nous. Personne n'est menacé [par les talibans] ». Il a ajouté auprès de *Radio Free Europe / Radio Liberty* (RFE/RL) qu'il « donnait entièrement de nouveau l'assurance [aux pilotes] que nous n'avons pas de problème avec eux », tandis que ces derniers ne souhaitaient pas retourner en Afghanistan, craignant pour leur vie¹¹.

Sur la base de ces déclarations du porte-parole du nouveau gouvernement afghan, le *New York Times* a ainsi pu conclure que **les dirigeants talibans « ont promis une amnistie aux représentants du gouvernement afghan et aux militaires¹² »**. Toutefois, un nombre important et croissant de témoignages ont rapidement émergé faisant état de détentions, disparitions forcées et d'exécutions d'anciens employés des forces de sécurité afghanes ou d'anciens auxiliaires des forces de la coalition internationale¹³.

3. Cas connus d'exactions et de violations des droits humains

Selon le centre de recherches indépendant *Afghanistan Analysts Network* (AAN) : « d'un côté **on peut dire sans prendre trop de risques que les personnes liées à la coalition internationale ou au gouvernement précédent ne seront pas toutes visées.** De l'autre, on ignore qui fera l'objet de représailles de la part des talibans. Ce qui est certain, c'est que **personne ne croit qu'il n'y aura aucune vengeance¹⁴ »**.

Il reste difficile d'évaluer le caractère systématique des représailles menées contre les ex-membres des ANSF. *Human Rights Watch* a toutefois noté que, dans les localités rurales ou reculées, les réseaux de sociabilité pouvaient offrir une certaine protection. En ces endroits-là, « les membres des forces de sécurité exécutés sur-le-champ étaient souvent peu gradés, peu connus [localement] et ne bénéficiaient pas de la protection des responsables tribaux, en particulier dans le Sud¹⁵. »

Empiriquement, selon un ex-agent du renseignement resté en contact avec des collègues *via* les réseaux sociaux, les exécutions de soldats ont surtout été recensées dans le Sud et l'Est afghans, « où les talibans disposent de leurs plus puissants réseaux et où les renseignements [de la République] étaient le plus actifs en public, les plus exposés »¹⁶.

Dès le mois de juillet 2021, avant même la prise de pouvoir par les talibans, alors que la ville de Kandahar est passée sous leur contrôle, ces derniers ont invité les membres des services de sécurité et de défense de cette ville à « s'enregistrer auprès d'eux afin d'obtenir une lettre garantissant leur sécurité », selon un « activiste local » cité par *Human Rights Watch* (HRW). Ceux qui s'enregistraient étaient contraints à une obligation de se présenter à l'administration talibane chaque mois. Selon le même rapport, « **les forces talibanes sont allées au domicile de certains membres des forces de sécurité et de défense qui s'étaient enregistrés, les ont placés en détention et en ont tué un nombre inconnu** »¹⁷.

Selon l'agence de presse *Reuters* qui a eu accès à un rapport confidentiel rédigé pour les agences de l'ONU par un cabinet norvégien de veille sécuritaire (*Norwegian Center for Global Analyses*, RHIPTO),

¹⁰ Al Jazeera, 17/08/2021, [url](#)

¹¹ RFERL, 07/10/2021, [url](#)

¹² New York Times, 29/08/2021, [url](#)

¹³ New York Times, 29/08/2021, [url](#)

¹⁴ Afghanistan Analysts Network, 17/08/2021, [url](#)

¹⁵ HRW, 30/11/2021, [url](#)

¹⁶ The Washington Post, 30/11/2021, [url](#)

¹⁷ HRW, 23/07/2021, [url](#)

les talibans auraient intensifié leurs efforts en vue d'arrêter les agents de l'ancien régime dès leur arrivée au pouvoir¹⁸. Selon ces informations, les talibans se fondent sur des « listes noires » de personnes qui auraient « exercé des fonctions-clés dans l'administration précédente ou auprès des forces américaines ». **Les personnes les plus menacées sont celles « ayant occupé des fonctions centrales dans l'armée, la police et les unités d'enquête »**. Le rapport reproduit une lettre qu'a reçue l'une des personnes recherchées, qui a été arrêtée à son domicile et interrogée sur son rôle dans une unité antiterroriste ; *Reuters* indique toutefois ne pas avoir pu confirmer l'authenticité de cette lettre. La lettre publiée n'est pas un modèle-type puisqu'elle comporte des informations précises sur son destinataire. Il y est précisé : « L'Émirat islamique d'Afghanistan vous considère comme une personne importante. [...] Si vous ne vous présentez pas devant la commission, les membres de votre famille seront arrêtés à votre place, et vous en serez responsable. Votre famille et vous serez traités selon les principes de la charia. ¹⁹ »

Le 9 août 2021, Patricia Gossman, directrice associée de la division Asie de HRW, a annoncé, dans le journal *National*, pouvoir confirmer **les exécutions sommaires d'au moins 44 membres des forces armées, de la police ou de civils ayant des liens allégués avec le gouvernement afghan**²⁰. Selon le même article, « dans plusieurs cas, la victime avait répondu à un appel des talibans à "s'enregistrer" auprès d'eux pour assurer sa sécurité », ce qui s'est révélé être, pour Patricia Gossman, « dépourvu de sens et même pire, cela a été comme de placer une cible dans leur dos²¹ ». Cette dernière souligne que : « selon ce qu'on a pu constater, les talibans visent les forces de sécurité afghanes »²², en contradiction avec l'annonce faite le 17 août 2021 par leur porte-parole. Toujours selon Patricia Gossman qui témoigne à *RFE/RL* le 12 octobre 2021 : « **Nous entendons de nombreuses informations selon lesquelles des personnes sont arrêtées pour la seule raison qu'elles ont un lien quelconque avec les anciennes forces de sécurité, et des membres de leur famille sont interrogés ou battus par des talibans à la recherche d'anciens responsables. Les forces talibanes qui commettent ces abus semblent avoir eu les coudées franches alors que les responsables au sommet nient que cela se produise**²³. »

En date du 10 septembre 2021, au moins 5 femmes anciennement employées par les forces de sécurité ou les services de renseignements afghans ont été exécutées selon les informations du journal britannique *The Guardian*. Si les talibans sont soupçonnés d'avoir dirigé ou mis en œuvre une partie de ces assassinats, ils n'ont pas publiquement reconnu ces exécutions comme étant de leur fait²⁴.

En tout état de cause, **les femmes appartenant aux forces armées de la République islamique semblent aussi particulièrement visées**, et plusieurs auraient été dénoncées par leurs propres communautés : « Il y a tellement de colère dirigée contre elles. Les gens n'hésitent pas à dire aux talibans qu'une femme membre de l'armée vit parmi eux²⁵. »

Le 30 novembre 2021, HRW a publié un rapport permettant de documenter les exécutions ou disparitions forcées de 47 anciens membres des forces de sécurité afghanes. Ces crimes ont été perpétrés par les talibans entre le 15 août et le 31 octobre 2021 dans plusieurs provinces. Grâce à leur service de renseignements et aux listes de personnels des administrations désertées, les talibans ont pu constituer « des listes » des anciens membres des forces de sécurité et obtenir leurs adresses. En outre, des membres des familles des personnes recherchées ont également été pris pour cibles. Des membres des anciens services de renseignements (*National Directorate of Security*, NDS), de l'armée nationale afghane mais aussi de la police nationale, de la police locale (*Afghan Local Police*, ALP) ou de milices telles que les *arbakis* ou les groupes de soulèvement populaire ont été ciblés par les talibans d'après les témoignages recueillis par HRW²⁶.

¹⁸ Reuters, 19/08/2021, [url](#)

¹⁹ Reuters, 19/08/2021, [url](#)

²⁰ The National, 09/08/2021, [url](#)

²¹ The National, 09/08/2021, [url](#)

²² The National, 09/08/2021, [url](#)

²³ RFERL, 12/10/2021, [url](#)

²⁴ The Guardian, 10/09/2021, [url](#)

²⁵ The Wall Street Journal, 28/12/2021, [url](#)

²⁶ HRW, 30/11/2021, [url](#)

Selon un rapport d'*Amnesty International* (AI) publié en décembre 2021, le 6 septembre 2021, les talibans ont effectué « des recherches de porte à porte afin d'identifier les personnes soupçonnées d'avoir travaillé avec l'ancien gouvernement » dans le village d'Ourmaz dans la province du Panjshir. 6 hommes ont été exécutés dont certains avaient appartenu aux forces de sécurité afghanes, selon des témoins interrogés par AI, mais sans qu'aucun n'ait le statut de combattant au jour de leur exécution²⁷.

Les exactions à l'encontre d'anciens membres des forces armées ont été dirigées contre d'anciens membres des services de renseignements (NDS) dont les talibans ont obtenu la liste d'employés lors de la prise de contrôle du siège du NDS²⁸, des membres des forces spéciales dont le nombre est estimé à 18 000 par le *New York Times*, ainsi que des responsables de la police nationale et locale²⁹. Plusieurs témoignages émanant d'anciens interprètes des forces de la coalition internationale ont également émergé, faisant état de menaces, à l'exemple d'un ancien interprète de l'armée américaine recherché par les talibans³⁰. Selon *Mediapart*, dans la province de Ghazni, les talibans cherchaient à établir une liste des anciens collaborateurs des forces étrangères³¹.

²⁷ Amnesty International, 15/12/2021, [url](#)

²⁸ New York Times, 29/08/2021, [url](#)

²⁹ New York Times, 19/08/2021, [url](#) et New York Times, 29/08/2021, [url](#)

³⁰ New York Times, 03/09/2021, [url](#)

³¹ Mediapart, 21/08/2021, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en décembre 2021 et janvier 2022.

Organisation intergouvernementale

European Asylum Support Office (EASO), « Afghanistan Country Focus », 01/2022, https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2022_01_EASO_COI_Report_Afghanistan_Country_focus.pdf

Organisations non gouvernementales

Amnesty International (AI), « Afghanistan: Government collapse marked by 'repeated war crimes and relentless bloodshed' – new report », 15/12/2021, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/12/afghanistan-government-collapse-marked-by-repeated-war-crimes-and-relentless-bloodshed-new-report/>

Danish Immigration Service, « Afghanistan : Recent Events », 12/2021, https://www.ecoi.net/en/file/local/2065558/afghanistan_recentevents2021.pdf

Human Rights Watch (HRW), « "No Forgiveness for People Like You", Executions and Enforced Disappearances in Afghanistan under the Taliban », 30/11/2021, <https://www.hrw.org/report/2021/11/30/no-forgiveness-people-you/executions-and-enforced-disappearances-afghanistan>

Human Rights Watch (HRW), « Afghanistan: Threats of Taliban Atrocities in Kandahar », 23/07/2021, <https://www.hrw.org/news/2021/07/23/afghanistan-threats-taliban-atrocities-kandahar>

Think tanks, universités et centres de recherches

WATKINS Andrew, « An Assessment of Taliban Rule at Three Months », CTC-Sentinel, 11/2021, <https://ctc.usma.edu/an-assessment-of-taliban-rule-at-three-months/>

Afghanistan Analysts Network (ANN), « Afghanistan Has a New Government: The country wonders what the new normal will look like », 17/08/2021, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/war-and-peace/afghanistan-has-a-new-government-the-country-wonders-what-the-new-normal-will-look-like/>

Médias

The Wall Street Journal, « Afghanistan's Former Female Troops, Once Hailed by the West, Fear for Their Lives », 28/12/2021, <https://www.wsj.com/articles/afghanistans-former-female-troops-once-hailed-by-the-west-fear-for-their-lives-11640696404>

NORTH Andrew, « Is This the Future of Taliban Rule? », NewLines Magazine, 13/12/2021, <https://newlinesmag.com/reportage/is-this-the-future-of-taliban-rule/>

The Washington Post, « Taliban wages campaign of targeted killings against former members of Afghan security forces », 30/11/2021, <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:QVMwwQgA1q8J:https://www.washingtonpost.com/world/2021/11/30/taliban-killings-security/+&cd=3&hl=fr&ct=clnk&gl=fr&client=firefox-b-e>

Radio Free Europe / Radio Liberty (RFE/RL), « Taliban Takes Revenge On Former Afghan Security Forces », 12/10/2021, <https://gandhara.rferl.org/a/taliban-revenge-afghan-security-forces/31505696.html>

Radio Free Europe / Radio Liberty (RFE/RL), « Exclusive: Afghan Pilots Tell Of Daring Escape From The Taliban, And Of Life In Limbo In Tajikistan », 07/10/2021, <https://gandhara.rferl.org/a/afghan-air-force-pilots-tajikistan/31498097.html>

The Guardian, « 'Tomorrow they will kill me': Afghan female police officers live in fear of Taliban reprisals », 10/09/2021, <https://www.theguardian.com/global-development/2021/sep/10/afghan-female-police-officers-live-in-fear-of-taliban-reprisals>

The New York Times, « Afghans With Ties to U.S. Who Could Not Get Out Now Live in Fear », 03/09/2021, <https://www.nytimes.com/2021/09/03/world/asia/afghanistan-taliban-airport-evacuation-refugees-asylum.html>

The New York Times, « As the Taliban Tighten Their Grip, Fears of Retribution Grow » 29/08/2021, <https://www.nytimes.com/2021/08/29/world/asia/afghanistan-taliban-revenge.html>

The Financial Times, « How Exile Changed The Taliban », 25/08/2021, https://www.ft.com/content/2aad0b12-7449-4a79-9706-961098312bcf?accessToken=zWAAAXuc7x9Qkc8qrQsSdEIKedOXBpYQmDERzw.MEQCIBXdlvxnYsQGyBZytrjmM1n7r7FXva5uhM1p3l0QQClxAiAfJle6-iJNFO8U7ogO43N0GueEOINLgBZxgoVs_ORPMw&sharetype=gift?token=79dee715-8493-4409-87a9-b8046ea48d94

Mediapart, « Survivre sous le régime des talibans », 21/08/2021, <https://www.mediapart.fr/journal/international/210821/survivre-sous-le-regime-des-talibans>

Reuters, « Taliban are rounding up Afghans on blacklist - private intel report », 19/08/2021, <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/taliban-are-rounding-up-afghans-blacklist-private-intel-report-2021-08-19/>

The New York Times, « Hunted by the Taliban, U.S.-Allied Afghan Forces Are in Hiding » 19/08/2021, <https://www.nytimes.com/2021/08/19/world/asia/taliban-afghanistan-usa.html?smtyp=cur&smid=tw-nytimes>

Al Jazeera, « Transcript of Taliban's first news conference in Kabul » 17/08/2021, <https://www.aljazeera.com/news/2021/8/17/transcript-of-talibans-first-press-conference-in-kabul>

The National, « Taliban killing spree pursues soldiers and civilians in captured areas », 09/08/2021, <https://www.thenationalnews.com/world/asia/2021/08/09/taliban-killing-sprees-soldiers-and-civilians-in-captured-areas/>

Réseau social

Twitter, Compte : Ibraheem Bahiss, 13/01/2022, https://twitter.com/Afghan_Policy/status/1481589809978429441?s=20